



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Acquisition d'équipements de véhicules

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN LOTS	3
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 5 : VARIANTES ET OPTIONS.....	3
ARTICLE 6 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 7 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	3
ARTICLE 8 : ETABLISSEMENT DU PRIX	3
ARTICLE 9 : AVANCES.....	4
ARTICLE 10 : LIVRAISON DES CHASSIS ET EQUIPEMENTS	4
ARTICLE 11 : DUREE DE GARANTIE	4
ARTICLE 12 : SERVICE APRES VENTE	4
ARTICLE 13 : PENALITES	4
ARTICLE 14 : PAIEMENT	4
ARTICLE 15 : MODE DE REGLEMENT	5
ARTICLE 16 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE.....	5
ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RECEPTION.....	5
ARTICLE 18 : CONDITIONS DE RESILIATION.....	5
ARTICLE 19 : MEMOIRE TECHNIQUE.....	6
ARTICLE 20 : ASSURANCES	6
ARTICLE 21 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	6
ARTICLE 22 : CLAUSES TECHNIQUES	6

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet l'acquisition d'équipements de véhicules destinés au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché passé, conformément à l'article 27-III du code des marchés publics, suite à un appel d'offres infructueux.

Conformément à l'article 77 du Code des marchés publics, le lot est un marché à bon de commande avec minimum et maximum.

ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché est décomposé en 1 lot unique :

- Fourniture d'équipements de véhicules légers d'interventions diverses

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le marché prendra fin le 1^{er} juillet 2016.

ARTICLE 5 : VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes ne sont pas autorisées.

Pas d'option proposée.

ARTICLE 6 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le règlement de la consultation (RC),
- Le bordereau de réponse,
- Le mémoire technique.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 7 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 : ETABLISSEMENT DU PRIX

Le candidat portera obligatoirement le prix total HT et TTC en euros du marché à l'emplacement indiqué dans l'acte d'engagement et le prix total HT dans le bordereau de réponse joint au DCE. Le candidat portera obligatoirement le prix total de la quantité minimum HT et TTC en euros du marché à l'emplacement indiqué dans l'acte d'engagement et le prix total de la quantité minimum HT dans le bordereau de réponse joint au DCE.

Le prix doit comprendre tous les éléments prévus à l'article du présent CCP.

Les prix sont fermes, définitifs, globaux et forfaitaires.

ARTICLE 9 : AVANCES

Conformément à l'article 87 du Code des Marchés Publics, une avance forfaitaire fixée à 5% du montant du marché est versée à son titulaire dès lors que ledit marché est supérieur à 50 000 € HT, que le délai d'exécution est supérieur à deux mois et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : LIVRAISON DES CHASSIS ET EQUIPEMENTS

La livraison des châssis avant carrossage chez l'équipementier est à la charge du fournisseur de châssis. **Le soumissionnaire proposera le délai de réalisation de l'équipement à compter de la date de réception du châssis dans l'acte d'engagement et dans le bordereau de réponse.** La livraison du ou des véhicules après carrossage sera à la charge du carrossier constructeur retenu. Cette livraison s'effectuera au garage du fournisseur du châssis, ce dernier devra obligatoirement en informer le Groupement Logistique du SDIS80 par télécopie. Les éventuels dommages constatés sur le véhicule (équipement et matériel) seront à la charge de l'équipementier responsable du convoyage. Une ou plusieurs visites de chantier et de réception pourront avoir lieu. La ou les visites de réception feront l'objet d'un avis préalable de mise à disposition des matériels transmis par le soumissionnaire par courrier et télécopie au SDIS 80, Groupement Logistique. L'aménageur est chargé de transmettre au fournisseur du châssis les documents de réception à titre isolé ou par type des véhicules équipés en vue de leur immatriculation.

ARTICLE 11 : DUREE DE GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication pendant 36 mois minimum à compter de la date de livraison des véhicules carrossés et immatriculés. **Le soumissionnaire précisera la durée de garantie dans l'acte d'engagement et dans le bordereau de réponse si elle est supérieure au minima exigé.**

La garantie porte sur les pièces, la main d'œuvre et les frais de déplacement.

Une garantie décennale de fourniture de pièces est exigée.

La fourniture est garantie anticorrosion pendant 6 ans minimum à compter de la date de livraison des véhicules carrossés et immatriculés. **Le soumissionnaire précisera la durée de garantie anticorrosion dans l'acte d'engagement et dans le bordereau de réponse si elle est supérieure au minima exigé.**

ARTICLE 12 : SERVICE APRES VENTE

Le délai maximal d'intervention sur un matériel en panne et encore sous garantie est à préciser aux emplacements prévus à cet effet dans l'acte d'engagement et dans le bordereau de réponse joint au DCE.

ARTICLE 13 : PENALITES

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, des pénalités calculées selon la formule suivante sont appliquées sans mise en demeure :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P : Pénalités

V : Montant total du marché

R : Nombre total de jours de retard

ARTICLE 14 : PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique après la réception du matériel et de la facture conformément aux dispositions du marché.

Présentation des demandes de paiement :

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions aux articles 10, 11 et 12 du CCAG – FCS.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché et du bon de commande,
- la fourniture livrée,
- le montant hors taxe de la fourniture en question éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant total des prestations livrées ou exécutées.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier - Service Finances
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

ARTICLE 15 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article 98 du Code des marchés publics, le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 16 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Payeur Départemental de la Somme
27 Rue de l'Amiral Courbet
80 010 AMIENS

ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RECEPTION

La vérification des documents techniques et administratifs est une des phases de la réception.

L'équipementier informera le SDIS de la livraison du ou des châssis en son usine par fax et par courrier. A partir de cette date, le délai de livraison du matériel équipé commence à courir.

Lorsque les matériels sont disponibles, le soumissionnaire en informe le SDIS par fax et par courrier. Les représentants du SDIS viennent alors effectuer la réception sur site.

Un PV de réception signé par les deux parties est dressé qui stipule l'acceptation ou non des matériels et la nécessité éventuelle de travaux de mises en conformité au CCP.

Une fois la réception accordée, la livraison du ou des véhicules après carrossage sera à la charge du carrossier constructeur.

ARTICLE 18 : CONDITIONS DE RESILIATION

Seuls les articles 29 à 36 du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 19 : MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat devra impérativement fournir un mémoire technique contenant la documentation technique des engins et/ou matériels proposés, tout document demandé à l'article 20 du présent CCP et le bordereau de réponse joint au DCE rempli.

Les clauses techniques exposées dans le présent CCP sont impératives. Le candidat ne pourra en aucun cas y déroger.

Lorsqu'un modèle précis est demandé dans les clauses techniques, le soumissionnaire pourra proposer un matériel équivalent, de qualité comparable et en précisera la marque dans le mémoire technique.

ARTICLE 20 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

ARTICLE 21 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est : Euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 22 : CLAUSES TECHNIQUES

• OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché s'applique à la fourniture d'équipements de véhicule(s) léger(s) d'interventions diverses.

Le travail de l'équipementier ne doit ni interférer, ni doubler les fonctionnalités demandées au fournisseur de châssis et vice versa.

Une colonne est mise à votre disposition (observations ou précisions) celle – ci devra impérativement être annotée et si besoin est, la réponse devra être détaillée en vis à vis.

• QUANTITE

Quantité minimum : 5

Quantité maximum : 10

Les châssis fournis sont des Peugeot Partner VP 5 places à motricité renforcée

• CONFORMITE

L'aménagement sera conforme aux normes et règlements français et européen en vigueur et notamment :

NF EN 1846 parties 1 à 3

NFX 08-008 de Février 1972

NF S 61-503

NF C 20-010 : règles communes aux matériels électriques – classification des degrés de protection procurés par les enveloppes.

UTE C 15-100 : installations électriques, protection contre les contacts directs et indirects.

De plus, le véhicule après carrossage doit être conforme aux directives sécurité machine européenne, entrées en vigueur le 1er janvier 1995 (marquage CE obligatoire).

Le soumissionnaire doit préciser s'il possède une certification de système qualité et joindre une attestation le cas échéant. Préciser le domaine d'application et la certification qualité ISO 9000 lorsqu'elle existe.

Le travail de l'équipementier ne doit ni interférer, ni doubler les fonctionnalités demandées au fournisseur de châssis et vice versa.

- **DOCUMENTATION A FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE**

L'aménageur a la charge de fournir tous documents concernant les matériels livrés

Il est demandé une documentation complète et détaillée de ces matériels :

Tous documents techniques relatifs à la réparation de ceux -ci (réglage, démontage et remontage)

Un manuel d'entretien, d'utilisation et de maintenance (périodicité kilométrique et temporelle)

Un schéma de câblage électrique et/ou hydraulique en respectant la normalisation ISO. Ce schéma doit être accompagné d'un document permettant de localiser chaque composant et regroupant le repérage de chaque conducteur électrique et/ou de chaque conduite hydraulique

NOTA : L'ensemble des documents est établi en français et livré en 3 exemplaires

- **EQUIPEMENT SAPEURS POMPIERS**

L'équipement électrique "Sapeur pompier" et l'équipement de transmission seront regroupés dans un coffre en aluminium dédié, installé dans le coffre du véhicule

Ce coffre sera recouvert du même revêtement que la partie déjà existante (de la moquette noir par exemple)

Fourniture et pose d'un avertisseur sonore 2 tons LA 3 SI 3 tonalité jour uniquement, homologué et conforme au code de la route.

Préciser la marque.

Fourniture et pose d'un gyrophare fixe à deux rangées de leds en mode rotatifs.

Préciser la marque.

2 feux de priorité intégrés dans la calandre, de type elliptique, à micro leds bleus asservis au frein de parking – préciser la marque

2 feux de signalisation intégrés dans le hayon arrière, à micro leds "jaune orangé" asservis au frein de parking – préciser la marque

L'ensemble des commandes électriques des servitudes Sapeur Pompier sera regroupé en un même endroit (lieu défini lors d'une visite de chantier), chaque interrupteur basculant sera de type rétro-éclairé (double intensité) à pictogramme d'usage, conforme à la norme.

Fourniture et pose d'un extincteur 9 kg ABC

- **BALISAGE**

Le véhicule est équipé de la signalisation complémentaire.

Ce balisage consistera à la pose d'un alterné rouge et jaune citron à l'avant et sur la totalité de la partie arrière.

Le « silhouettage » du véhicule est également effectué

Un vernis de scellement est appliqué sur les bandes à bords non soudés.

Toutes les bordures de balisage seront scellées avec vernis adapté.

Marquage « 18/112 » suivant le logo annexé à la norme et pose de 2 logos « SDIS 80 » fournis par le SDIS.

- **EQUIPEMENT RADIOTELEPHONE ANTARES AVEC BRIN 400 MHZ POMPIERS**

Antenne

Percement d'un trou, sur le pavillon du véhicule, destiné à recevoir une antenne de marque KATHREIN ou équivalent* compatible Antares possédant 3 sorties.

Fourniture et pose sur le pavillon du véhicule d'une antenne de radio communication de marque KATHREIN ou équivalent* compatible Antares possédant 3 sorties :

Réseau radio avec brin 400 MHZ

Réseau GSM

Réseau GPS

Ce trou sera centré par rapport au pavillon et à une distance supérieure ou égale à 600 mm des gyrophares.

Mise en place d'un obturateur de visite de la connexion d'antenne.

Cet obturateur sera de type trappe de visite étanche blanche (voir fournisseurs d'accastillage) et de 150 mm de diamètre environ.

Les fils d'antenne passeront dans une gaine de diamètre adapté et seront installés entre l'emplacement du poste émetteur – récepteur et de l'embase de l'antenne.

Equipement d'installation du BER

Fourniture et pose d'un kit d'installation BER comprenant

Le support de BER

le filtre d'alimentation

le bouchon HP

le kit de fixation DIN

le boîtier DASH-BOARD pour control-head

le câble système de 6 mètres

le haut-parleur 20 W

Généralité

Le poste émetteur/récepteur mobile, le boîtier de réception GPS seront fournis par le SDIS 80 et seront posés par le titulaire, après une visite de chantier pour la validation de l'emplacement de ces équipements. Les ultimes recommandations d'installations seront précisées lors de cette visite.

Les coaxiaux et les fils d'alimentation arriveront à l'endroit où le matériel radio ANTARES sera installé.

Alimentation électrique de 2.5 carré, 12 volts sur porte fusible 8 A/h placé à côté de la batterie et/ ou d'un convertisseur 24/12 V à usage uniquement dévolu à la radio. L'arrivée des fils + et – se fera à proximité du coaxial et les fils sans fiches seront isolés.

*Pour les équipements équivalents à ceux qui sont mentionnés par leur marque commerciale, une notice technique sur leurs caractéristiques techniques devra être jointe.

- **LIVRAISON ET CONVOYAGE DES VEHICULES**

La livraison des châssis chez l'équipementier est à la charge du fournisseur des châssis et après carrossage à votre charge pour le transfert vers le SDIS 80 ou la concession la plus proche du SDIS 80 si la mise à la route reste à faire.

Une ou plusieurs visites de chantier et de réception pourront avoir lieu.

Préciser le délai de réalisation des prestations à compter de la réception du châssis en observations et dans l'acte d'engagement.

- **CONDITIONS DE GARANTIE / SAV**

La fourniture du présent équipement est garantie contre tout vice de fabrication pendant 36 mois minimum à compter de la mise en circulation. Préciser le délai de garantie à compter de la livraison de l'équipement en observation et dans l'acte d'engagement.

Un document précisant le délai maximal d'intervention par vos services sur un matériel en panne et encore sous garantie. Préciser ce délai en observation et dans l'acte d'engagement

La garantie porte sur les pièces, la main d'œuvre et les frais de déplacement

L'ensemble des aménagements bénéficieront d'une garantie anticorrosion de 6 ans minimum. Préciser le délai de garantie anticorrosion en observation et dans l'acte d'engagement

Amiens, le 11 SEP. 2015

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint par intérim

Lt-colonel Olivier PEYCRU